



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
CS 53218
87032 Limoges cedex 1

Limoges, le 13/02/2025

Références : UD87-2025-33-r géorisques

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GARAGE NOGARET

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement NOGARET implanté 18 route de Poitiers 87300 Bellac. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOGARET
- 18 route de Poitiers 87300 Bellac
- Code AIOT : 0006000657
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection a porté sur les activités de la station service.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2010, article 2.7 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	Sans objet
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2. de l'annexe I	Sans objet
3	Gestion des non-conformités	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2. de l'annexe I	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7 de l'annexe I	Sans objet
7	Entretien et vérification annuels des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 de l'annexe I	Sans objet
8	Réservoirs - Cas de stockages enterrés de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10.2 de l'annexe I	Sans objet
9	Aires de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10. de l'annexe I	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation et réaliser des opérations de maintenance pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan général d'implantation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier installation classée notamment le plan général d'implantation.
Constats : L'exploitant a présenté un plan général d'implantation détaillé de la station service et des locaux du garage datant du 27/09/10. Un nouveau plan de l'établissement devra être mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2. de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées.
Constats : Le dernier rapport de contrôle périodique communiqué à l'inspection réalisé par l'organisme MADIC en date du 29 août 2022 relève 14 non conformités majeures. Conformément à l'article 2.6.3.1. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010, les stations-service dont le volume distribué d'essence est supérieur à 500 m ³ par an doivent être équipées de systèmes actifs de récupération des vapeurs. L'exploitant a fourni à l'inspection un déclaratif des volumes d'essence distribués sur 3 années consécutives qui montre que les volumes d'essence distribués sont inférieurs à 500 m ³ par an. Certains points de non conformités majeures ne sont donc pas applicables par les dispositions de récupération des vapeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des non-conformités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2. de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des non-conformités du contrôle périodique
Prescription contrôlée : Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier "installations classées".
Constats : L'exploitant a présenté les justificatifs appropriés auprès de l'inspection afin de lever les non conformités majeures mentionnées dans le dernier rapport de contrôle réalisé par l'organisme MADIC en date du 29 août 2022. Dans la mesure où l'exploitant a produit les justificatifs nécessaires pour être en situation régulière sur les non-conformités majeures, l'inspection proposera de lever la mise en demeure de l'arrêté préfectoral n°2024-013 du 22 février 2024. Une contre-visite à réaliser par l'organisme MADIC devra être programmée par l'exploitant sous un délai de 6 mois afin de vérifier la conformité de l'installation et en informera l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Un affichage des consignes de sécurité doit être tenu à jour et porté à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque;- l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : Un panneau d'affichage sur les consignes de sécurité (en cas d'incendie et d'accident + consignes d'évacuation) est visible en sortie des locaux. Par ailleurs, un panneau d'interdiction de fumer est affiché et visible de l'extérieur depuis la station service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2010, article 2.7 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a communiqué le rapport de vérification des installations électriques des locaux réalisé par l'organisme de contrôle SECOPREV le 11 janvier 2024. Ce rapport relève des non-conformités qui nécessitent l'intervention d'un électricien qualifié pour résoudre ces écarts notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• la protection contre surcharges,• la mise à la terre des masses et interconnexion des masses simultanément accessibles,• l'éclairage d'évacuation,• les connexions entre conducteurs et autres matériels. Lorsque ces non-conformités seront traitées, l'exploitant fera intervenir l'organisme de contrôle afin de lever ces écarts. Un nouveau rapport de vérification des installations électriques sera à communiquer à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée notamment comme suit : <ul style="list-style-type: none">- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident ;- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.
Constats : L'exploitant a justifié à l'Inspection qu'il dispose de moyens de lutte contre l'incendie notamment la présence d'extincteurs et d'un système d'alarme incendie. En complément, l'exploitant devra justifier de la dotation d'une couverture spéciale anti-feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Entretien et vérification annuels des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et vérification annuels des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit présenter des rapports d'entretien et de vérification annuels des moyens de lutte contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la dernière vérification des extincteurs date de décembre 2023 réalisée par la société Fournier. L'exploitant produira à l'inspection une attestation ou un rapport de la dernière vérification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réservoirs - Cas de stockages enterrés de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, Réservoirs - Stockages enterrés de liquides inflammables
Prescription contrôlée : Si les cuves de stockage de carburant ne disposent pas de la double enveloppe, les réservoirs en simple enveloppe doivent présenter notamment les éléments suivants : - certificats d'épreuves par un organisme accrédité (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - certificats de nettoyage/dégazage et contrôle visuel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection une facture de la société SARP SANICENTRE en date du 15/04/2024 sur les interventions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pompage et nettoyage cheminée trou d'homme et de la cuve à carburant SP98 du 15 m³• mise en épreuve acoustique de la cuve• certificat d'épreuve de la cuve• acheminement et traitement des déchets de cuve à fioul• procès-verbal du contrôle de l'étanchéité d'une installation de stockage de liquides inflammables par méthode acoustique concernant le contrôle de l'étanchéité des canalisations associées à un réservoir ou compartiment de réservoir avec rapport rédigé le 18/04/2024 détaillant le descriptif (dépotage, évent, aspiration primaire et antenne). Le résultat du test d'étanchéité concluant que la cuve simple compartiment contenant le SP98 est étanche. Concernant la cuve de stockage double enveloppe de 50 m ³ contenant 2 compartiments (40 m ³ de GO et 10 m ³ de GO+), l'exploitant a fourni les éléments à l'Inspection justifiant de cet équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Aires de dépotage ou de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10. de l'annexe I
Thème(s) : Produits chimiques, Aires de dépotage ou de distribution
Prescription contrôlée : Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et celles-ci sont conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...). La réserve de ce produit absorbant incombustible doit être en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et doit être protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries.
Constats : L'inspection a vérifié la présence d'un produit absorbant incombustible (sable) stocké dans un coffret hermétique et fermé à clé situé à l'extérieur près des postes de distribution de carburant de la station service conformément à la quantité requise (soit 3 sacs de 40 litres de sable) avec une pelle afin d'assurer la manipulation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Propreté des locaux
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : La station service présente un état de propreté satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite